

Conférence interreligions sur la justice et la paix pour l'Afrique

Conférence internationale interreligions sur la mondialisation pour le bien commun

Partage international n° [203](#) - Juillet 2005

par Todd Lorentz

Un public international d'universitaires, d'ecclésiastiques, de politiciens, d'économistes et de journalistes a assisté à la quatrième Conférence internationale inter-religions sur la mondialisation pour le bien commun, qui s'est tenue à Kericho, au Kenya, en avril 2005. La conférence de cette année a porté sur « L'Afrique et la mondialisation pour le bien commun: une quête pour la justice et la paix ».

La rencontre a commencé par une allocution du Dr Kamran Mofid, économiste et théologien, co-fondateur de cette conférence et co-auteur d'un nouvel ouvrage : *Promouvoir le bien commun : Réunir de nouveau l'économie et la théologie*.

Ont assisté un groupe interdisciplinaire de plus de 45 conférenciers ainsi qu'un grand nombre de délégués. Les conférences et les débats se sont focalisés sur les valeurs morales et spirituelles dans le monde économique, le commerce et les échanges internationaux. « *Nous sommes convaincus que le marché n'est pas seulement une sphère économique, a observé K. Mofid. C'est une région de l'esprit humain ; tandis que nous considérons les nombreuses questions et problèmes économiques, nous devrions aussi refléter la dimension divine de la vie, et nous devrions, à l'opposé de ce qui est pratiqué aujourd'hui, être concernés par le monde du cœur et de l'esprit.* »

" Vaincre la pauvreté n'est pas un acte de charité. C'est un acte de justice. C'est la protection d'un droit humain fondamental, le droit à la dignité et à une vie décente. Tant que la pauvreté

persiste, il n'y a pas de vraie liberté "
Nelson Mandela

Parmi les conférenciers : le professeur kenyan Ali Mazrui, président du Centre pour l'étude de l'Islam et de la démocratie, qui affirmait que l'Afrique serait le « *champ de bataille final pour les forces de la mondialisation* » ; et la scientifique politique Lynn Muthoni Wanyeki, qui émit des inquiétudes sur l'impact de la mondialisation et de la religion sur la santé et les droits des femmes africaines.

James Quilligan, directeur du Centre pour des négociations mondiales, commenta le rapport *Notre Intérêt commun*, émis en avril 2005 par la Commission pour l'Afrique, lancée par T. Blair et des politiciens et économistes de neuf pays africains, de cinq pays occidentaux et de la Chine, en 2004. Décrivant cette Commission comme un « *premier pas vers les recommandations de la Commission* », J. Quilligan insista sur la vision hardie et les solutions pratiques proposées dans ce rapport. Il précisa que plusieurs initiatives actuelles, faisant pressions pour une réforme économique mondiale, promettaient de faire de 2005 « *un tournant pour le développement mondial* ».

Par une déclaration finale, élaborée en consensus entre les conférenciers, les participants ont accepté de promouvoir le service, le désintéressement, la compassion, la justice, la paix et la spiritualité, afin d'aider au développement de l'Afrique et de ses habitants. Ce document sera présenté aux dirigeants mondiaux lors de plusieurs sommets internationaux tout au long de l'année. Le public est invité à marquer son soutien en ajoutant sa signature à la déclaration au : www.gnnsj.org/commongood.

[Kamran Mofid et Marcus Braybrooke, « *Promouvoir le Bien commun : réunir de nouveau l'économie et la théologie* ». Shepheard-Walwyn, Grande-Bretagne, 2005.

Voir aussi l'article de James Quilligan, *Notre Intérêt commun* dans *Partage international*, mai 2005.]

Extraits de la Déclaration de la
Conférence de Kericho

« Nous affirmons notre conviction que

les peuples prospèrent là où la justice et l'égalité sont respectées. Nous pressons le monde de travailler en association avec les pays d'Afrique afin d'encourager ce processus et d'enlever les obstacles qui ont été imposés à l'Afrique de l'extérieur.

Nous affirmons avec enthousiasme que le bien des peuples africains est une condition indispensable afin d'atteindre un bien commun universel, mais nous reconnaissons que les conditions de vie dans lesquelles de nombreux africains vivent restent intolérables, un affront à la dignité du genre humain.

Nous disons l'urgence à améliorer ces conditions grâce à un changement de politique gouvernementale, intergouvernementale, un changement de politique des entreprises et d'une politique sociale en faveur des pauvres, des marginalisés, des dépossédés et des exclus.

Nous offrons nos engagements individuels et unis afin de travailler vers ce but. Nous demandons de toute urgence que la communauté internationale, les gouvernements et les institutions expriment leur solidarité envers le peuple africain en promouvant une société d'espoir, de compassion, de justice et de paix en Afrique. Nous réclamons la formation et l'éducation de

la jeunesse africaine en préambule à ces transformations.

Enfin, nous recommandons la vision et la mission pratiques de la Mondialisation pour le bien commun en Afrique.

La Mondialisation pour le bien commun signifie la promotion de valeurs éthiques, morales et spirituelles - qui sont partagées par toutes les religions - dans les domaines de l'économie, du commerce et des échanges internationaux ; insiste sur les qualités personnelles et sociétales ; réclame une compréhension et une action en collaboration - de la part des sociétés civiles, des entreprises privées, du secteur public, des gouvernements et des institutions nationales et internationales - afin d'aborder les problèmes majeurs à l'échelon mondial. La mondialisation pour le bien commun est fondée sur une économie mondiale de partage et de communauté, basée sur un système de valeur. »

Afrique **Auteur** : Todd Lorentz, correspondant de la revue à Vancouver au Canada

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()